

Communiqué de Presse

8 mars 2011, la journée de la femme

Des droits fonciers égaux pour les femmes du monde entier !

Bruxelles, 07.03.2011 – A l'occasion du centenaire de la journée internationale des femmes 2011, FIAN demande l'égalité des droits fonciers pour toutes les femmes à travers le monde. Pour les hommes et les femmes vivant dans les zones rurales, l'accès et le contrôle des terres est l'un des moyens les plus importants pour réaliser leur droit à l'alimentation. Cependant, des pratiques discriminatoires ont entraîné l'augmentation de la marginalisation des femmes, surtout lorsqu'il s'agit de l'accès aux ressources comme la terre, l'eau ou les semences. **En conséquence, les femmes sont, de façon disproportionnée, plus touchées par la faim et la malnutrition.**



Photo de Giorgio Trucchi

L'accès à la terre est un prérequis pour la subsistance des femmes en zones rurales. C'est ce qui est illustré dans le « Mouvement des Femmes du 10 Juin » sur la côte atlantique du Honduras, qui, en 2001 a occupé des terres non cultivées appartenant à l'Université Nationale du Honduras et a demandé à l'Etat que cette terre leur soit attribuée. Après des années de lutte, d'expulsions et de résistance, les femmes ont obtenu, sur base de la décision de l'Autorité nationale agraire, que ces titres fonciers leurs soient transférés le 16 février dernier.

Cependant, suite à une récente décision de la Cour Suprême, l'Autorité agraire a suspendu cette attribution de la terre. Toutefois, la décision de la Cour Suprême ne bloque pas nécessairement la remise des titres fonciers. Le mardi 1er mars, les femmes ont décidé de lancer à nouveau une action de pression pour enfin obtenir leurs titres. Elles ont demandé aux membres de la mission internationale d'enquête, comprenant FIAN International et le Centre Hondurien pour le droit des femmes, qui les ont rencontré la semaine dernière, de soutenir leur travail de plaidoyer par une déclaration publique.

"La lutte pour l'égalité des droits fonciers de ces femmes est devenue un exemple pour le mouvement paysans au Honduras et en Amérique centrale, et maintenant elles ont besoin d'un seul pas de plus pour réussir pleinement et pour célébrer leur 10^{ème} anniversaire sur leurs propres terres", affirme Martin Wolpold-Bosien, chargé de l'Amérique centrale au Secrétariat FIAN International.

Selon l'ONU, les femmes rurales ne détiennent que 2 pour cent de la propriété dans le monde en développement, et l'on estime que les femmes en Afrique reçoivent moins de 10 pour cent de tous les crédits destinés aux petits agriculteurs. **Pourtant, les femmes constituent jusqu'à 70 pour cent de la main-d'œuvre agricole et produisent 80 pour cent de la nourriture dans les pays touchés par la faim et la malnutrition.**

Par conséquent, FIAN est particulièrement préoccupé par les tendances actuelles, qui ne feront qu'aggraver la situation des femmes: les récents accaparements à grande échelle de terres visant des dizaines de millions d'hectares au profit d'intérêts privés ou d'Etats tiers - que ce soit pour des raisons d'alimentation, d'énergie, de spéculation ou d'autres - violent les droits humains, car ils privent en particulier les femmes rurales, les peuples indigènes, les paysans, les pasteurs et les communautés de pêcheurs de leurs moyens de subsistance. Limiter ou restreindre l'accès aux ressources naturelles ne fera qu'exacerber la situation précaire des femmes rurales.

«La récente vague d'accaparement de terre risque d'aggraver davantage la discrimination à l'égard des femmes dans l'égal accès à la terre et aux ressources naturelles», nous rappelle Sofia Monsalve, coordinatrice des questions foncières chez FIAN International.

Blanca Portillo, une leader paysanne hondurienne du « Mouvement des Femmes du 10 Juin », a souligné lors de la réunion avec la mission internationale d'enquête: **« Nous luttons pour la réalisation de notre droit à la terre, de notre droit à l'alimentation, pour notre avenir et l'avenir de nos enfants »**. « Le temps est venu de reconnaître que les femmes sont des actrices clés dans les zones rurales et de les considérer comme telles, sans discrimination, lors de négociations et/ou prise de décisions politiques relatives aux politiques agricoles » conclut Sofia Monsalve.



Photo de Giorgio Trucchi

[Lien vers la pétition en ligne de l'Appel de Dakar contre les accaparements de terre](#)